

# LA FAMILLE BERGERACOISE

Secrétariat : Rue Lakanal

Permanence : 10, rue Carnot

compte chèque postal : LIMOGES 327-51

Téléphone : 873

## Bulletin de l'Union Familiale Bergeracoise

(ex-Association des Familles Nombreuses de l'arrondissement de Bergerac)

### Nous... les mères !

A la suite de la bourrasque mondiale qu'a été la guerre, provoquant des bouleversements des êtres et des choses, au milieu des difficultés persistantes de l'après-guerre, en présence des scandales outrageusement immoraux et révoltants que nous révèle chaque jour la presse, que devenons-nous, nous, mères de familles nombreuses ?

Nous aurions beau sujet de gémir, de nous plaindre, de nous indigner : le ravitaillement toujours très difficile, des peines très réelles pour vêtir et chauffer nos enfants, la complication des tickets et bons qui nous obligent à de multiples démarches à la Mairie s'ajoutant à toutes les autres fatigues et causant des pertes de temps..., d'un temps cependant si précieux et si mesuré. Et puis, cette augmentation constante du coût de la vie particulièrement minante pour la mère de famille qui se voit obligée de restreindre toujours davantage ses dépenses même les plus nécessaires, sans arriver souvent à équilibrer son budget.

Tout cela est bien décevant pour nous qui, ingénument sans doute, mais comme tant d'autres Français, avions cru voir un terme à toutes nos peines dans la libération glorieuse de notre pays.

La vie est si dure pour nous, et d'autant plus que le nombre de nos enfants est plus important !... et pour celles d'entre nous que la guerre a, hélas ! privées de leur soutien, le fardeau est si lourd, trop lourd !

C'est ainsi que nous avons pu lire dans une revue familiale que l'on ne parle plus de la « fatigue des mères », mais de leur « épuisement ».

Voilà où nous en sommes, malgré les efforts tentés pour nous secourir, tels que les Allocations familiales (encore bien insuffisantes, d'ailleurs) ou, dans un autre ordre d'idée, l'œuvre si admirable de l'Aide aux mères.

Serions-nous tentées de maudire le sort et d'envier les femmes sans enfant, les ménages à enfant unique ?

Non, certes : la mère de famille française est traditionnellement courageuse, s'il le faut même héroïque. Nous ne faillirons pas aux traditions. Nous tenons, nous tiendrons jusqu'au bout, moralement tout au moins.

Nous tiendrons par volonté tenace, mais aussi parce que nous croyons que nos enfants sortiront du creuset de l'épreuve plus forts, plus ambitieux, mieux armés pour la vie, parce que nous avons la foi en leur avenir qui compensera

en satisfaction pour nous, les peines que nous aurons eues pour les élever.

Nous savons depuis longtemps par expérience qu'une existence facile est amollissante, et qu'au contraire ce sont souvent des familles modestes que sont issus les plus grands savants ou les chefs les plus glorieux...

Nous tiendrons aussi parce que nous avons au cœur l'espérance invincible de jours meilleurs pour notre pays. Les enfants que nous élevons avec tant de peine, ce sont eux qui vont réaliser le redressement de la France, nous le savons, nous le voulons, nous en sommes sûres.

Et cela nous permet de tenir avec le sourire. Ce sourire que nous voulons toujours garder envers et contre tout parce que sans lui le foyer est sombre et triste, tandis qu'au contraire il suffit à inonder de joie et de lumière la vie de nos époux et de nos enfants... Ce sourire auquel correspond le gai babil ou le frais éclat de rire de nos tout petits, les élans affectueux de nos grands, tout ce qui nous revivifie, nous reconforte, nous permet d'oublier notre lassitude et nos déceptions. Ce rayon de joie qui sèche les pleurs, c'est le soleil nécessaire pour la moisson future.

Ne le perdons jamais, sachons vaillamment faire notre devoir : résistons toujours au mauvais sort avec le sourire.

ELISABETH FAGET.

### Livrets de Caisse d'Epargne

Les familles dont les noms suivent ont encore des livrets de Caisse d'épargne en dépôt au Secrétariat. Elles sont instamment priées de bien vouloir les retirer.

Andreu, à Baneuil.  
Bernard, à Montferrand.  
Blondy, à Saint-Pierre-d'Eyraud.  
Bonnet, à Faurilles.  
Borie, à Molières.  
Bornet, à Creysse.  
Bunle, à Gala, Bergerac.  
Combefreyroux, à Lamonzie-Mon-Cousinet, à Saussignac. [tastruc.  
Durand, à Bergerac.  
Espallier, à Bonneville.  
Houliat, à Montcarret.  
Lasserre, née Cully, à Bergerac.  
Lagarde, à Saint-Vivien.  
Legrand, à Prigonrieux.  
Los Santos.  
Martigne, à Lalinde.  
Marty, à Lamonzie-Montastruc.  
Nouailles, à Molières.  
Peny, à Saint-Pierre-d'Eyraud.  
Roux, à Bergerac.  
Saignette, à Couze.  
Segalat, à Lamonzie-St-Martin.  
Serre, à La Force.  
Vaïque, à Bergerac.  
Vigne, à Lunas.  
Zoccola, à Beaumont.

### LES ALLOCATIONS FAMILIALES NE SONT PAS UNE AUMONE...

ELLES FONT PARTIE DU JUSTE SALAIRE.

### Notes et Avis

#### N'OUBLIEZ PAS...

...Lorsque vous venez à la permanence, d'apporter votre livret de famille et, lorsque vous désirez une explication au sujet des Allocations familiales, d'apporter aussi carnets d'apprentissage et talons de mandats, qui peuvent nous être utiles pour vous guider.

...Que les chefs de famille ne connaissant pas tous leurs droits sont encore nombreux et que c'est donc pour vous un devoir d'amitié et d'entraide de les dépister, de les prévenir et de nous les envoyer.

...Que, d'après la récente loi qui avantage les futures mamans dès le début de la grossesse, les jeunes mariés ont un gros intérêt à faire partie de notre Union afin de connaître leurs droits et leur permettre d'y participer.

...Que lorsque vos enfants ont plus

de 15 ans et continuent leurs études, il faut faire établir à la rentrée d'octobre un certificat de scolarité et nous le remettre. Nous le transmettrons à la Caisse d'Allocations familiales, qui, faute de ce certificat, est en droit de supprimer l'allocation pour ces enfants.

...Qu'en faisant à la Mairie une déclaration de naissance à partir du troisième enfant vous devez faire une demande de prime départementale à la natalité.

...Que toute mère de nationalité française ayant ou ayant eu cinq enfants légitimes simultanément vivants et les élevant dans le chemin du devoir, de l'honneur et de la probité, peut obtenir la Médaille de la Famille française.

...Que la Permanence est à votre disposition pour toutes les indications pratiques à ce sujet.

### CARNET FAMILIAL

#### Naissances :

Un premier enfant : Annie-Thérèse, chez Mme et M. Bourrat, fille et gendre de M<sup>e</sup> Morand-Monteil, notre cher président;

— Marie-Joseph, chez Mme et M. Cujisset; - Jacques, chez Mme et M. Dumas, tous deux petits-enfants de Mme et M. Dumas, notre dévoué correspondant de Cunèges;

— Jean-Claude, chez Mme et M. Roux, à Cunèges.

Un troisième enfant : Gérard, chez Mme et M. Blasquez, à Cunèges; — Annie, chez Mme et M. Fauché, à Pomport;

— Eliane, chez Mme et M. Geneste, à Saint-Nexans.

Un quatrième enfant : Carmen, chez Mme et M. Bailloux, à Creysse;

— Jeanine, chez Mme et M. Bailloux, à Boisse;

— Lucette, chez Mme et M. Brugeaud, à Planque, Bergerac.

Un neuvième enfant : Michel, chez Mme et M. Segalat, à Saint-Agne;

Un dixième enfant : Maryse, chez Mme et M. Laval, à Monestier.

Un douzième enfant : Guy-Marcel, chez Mme et M. Blanc, à Lunas.

Nos bien sincères félicitations et nos meilleurs vœux aux parents et aux enfants.

#### Décès :

Nous avons appris avec tristesse la mort de plusieurs enfants :

Geneviève Bondieu, à Saint-Vivien; Marie Codolo, à Port-Sainte-Foy; Marie-Josèphe Cuisset, à Cunèges; Monique Dessalles, à Bergerac; Nicole Dufaud, à Ste-Radegonde.

Ainsi que de :

Mme Gallet, à Rouffignac; Mme Dufaud, à Sainte-Radegonde, mère de cinq enfants et épouse de notre correspondant de Ste-Radegonde, doublement frappé en peu de jours; M. Thomassin, notre correspondant d'Eyrenville; M. Flan, notre correspondant à Nojals.

Nos bien sincères condoléances à ces familles si cruellement éprouvées.



# Le nouveau régime des prestations familiales

Votée le 6 août 1946 par l'Assemblée constituante, cette nouvelle loi a été promulguée le 22 du même mois. Elle a modifié, en l'améliorant, l'ancien régime des Allocations familiales, car elle crée les allocations de maternité et prénatales demandées depuis si longtemps par nos Associations familiales.

Les prestations familiales comprennent désormais :

- 1° les allocations de maternité,
- 2° les allocations familiales,
- 3° les allocations de salaire unique,
- 4° les allocations prénatales.

## Allocations de maternité

Jusqu'à présent, les primes de maternité n'étaient accordées qu'à l'occasion d'une première naissance.

Désormais, il est attribué une allocation à la naissance en France de chaque enfant de nationalité française, né viable et légitime ou reconnu.

L'allocation n'est accordée, pour la première naissance, qui si la mère n'a pas dépassé 25 ans, ou si cette naissance survient dans les deux ans du mariage. Pour chacune des naissances suivantes, il sera exigé qu'elle se soit produite dans les trois ans de la précédente maternité.

Lorsque le premier enfant n'est pas né viable, l'allocation de première naissance est reportée sur le second enfant né viable, si cette naissance a lieu dans les deux années qui suivent la première.

Le taux actuel de l'allocation de première naissance est, en Dordogne, de 10.500 francs. Pour les naissances suivantes, il est de 7.000 francs.

L'allocation est payable, moitié à la naissance ou aussitôt après la naissance, moitié à l'expiration du 6<sup>me</sup> mois qui suit la naissance, à la condition que l'enfant soit encore vivant à cette date et à la charge de ses parents.

L'allocation est versée au père ou à la mère, au tuteur ou à la personne ayant la garde de l'enfant.

(Il est bon de remarquer que si les allocations familiales ne sont octroyées qu'à ceux qui travaillent, les allocations de maternité sont accordées à tous.)

## Allocations familiales

Elles sont dues à partir du deuxième enfant à charge résidant en France. Elles sont versées à la mère ou à la personne qui assume, dans quelque condition que ce soit, la charge effective et permanente de l'enfant.

Dans le cas où les enfants seraient élevés dans des conditions défavorables, ou lorsque le montant des allocations n'est pas employé dans l'intérêt des enfants, le versement des allocations peut, en tout ou en partie, être

effectuée, non au chef de famille, mais à une personne physique ou morale qualifiée, dite « tuteur aux allocations familiales ».

Les allocations familiales sont dues :

- a) tant que dure l'obligation scolaire et un an au delà pour l'enfant à charge non salarié;
- b) jusqu'à l'âge de 17 ans pour l'enfant placé régulièrement en apprentissage;
- c) jusqu'à l'âge de 20 ans si l'enfant poursuit ses études ou s'il est dans l'impossibilité permanente de se livrer à un travail salarié par suite d'infirmité ou de maladie incurable.

La loi accorde ensuite un avantage nouveau, demandé par notre Fédération depuis longtemps. En effet, va être assimilé à l'enfant poursuivant ses études, c'est-à-dire ayant droit aux allocations familiales jusqu'à 20 ans, l'enfant du sexe féminin qui vit sous le toit de l'allocataire et qui, fille ou sœur de l'allocataire ou de son conjoint, se consacre exclusivement aux travaux ménagers ou à l'éducation d'au moins deux enfants de moins de dix ans à la charge de l'allocataire.

Les modalités d'application de cet article seront fixées par un règlement d'administration publique.

Le taux mensuel et actuel des allocations familiales pour la Dordogne est ainsi fixé :

	Allocations familiales	Taux Bergerac	Taux rural
2 enfants	.....	700	580
3 —	.....	1.750	1.450
4 —	.....	2.800	2.320
5 —	.....	3.850	3.190
6 —	.....	4.900	4.060
7 —	.....	5.950	4.930
8 —	.....	7.000	5.800
9 —	.....	8.050	6.670
10 —	.....	9.100	7.540
par enfant en plus.		1.050	870

## Allocation au Salaire unique

Une allocation dite de « Salaire unique » est attribuée aux ménages ou personnes qui ne bénéficient que d'un d'une activité salariée. Jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1945, les enfants de propriétaires travaillant chez leurs parents n'étaient pas considérés comme domestiques agricoles. Ils étaient qualifiés de « membres majeurs » et n'avaient pas droit au salaire unique. Nous rappelons que depuis cette date ils peuvent y prétendre à la condition d'être assurés sociaux.

Le taux mensuel et actuel des allocations de salaire unique est ainsi fixé :

	Berg.	Rural
1 enfant unique :		
de plus de 5 ans...	350	290
de moins de 5 ans ou de second rang.	700	580
2 enfants.....	1.400	1.160
3 enfants et plus.....	1.750	1.450

## Allocations prénatales

Le droit aux allocations familiales et à l'allocation de salaire unique, tel qu'il est déterminé par cette loi, est ouvert à compter du jour où l'état de grossesse de la mère est déclaré. Si cette déclaration est faite dans les trois premiers mois de la grossesse, les allocations prénatales seront dues pour les neuf mois ayant précédé la naissance.

Le montant des allocations sera versé en trois fractions, respectivement après chacun des trois examens prénatals prévus par l'ordonnance du 2 novembre 1945 et dans les conditions suivantes :

- une mensualité après le premier examen;
- deux mensualités après le deuxième examen;
- le solde après le troisième examen.

## DISPOSITIONS DIVERSES

Le service des prestations familiales incombe pour le moment aux Caisses d'allocations familiales.

L'Etat et les collectivités publiques supportent la charge des prestations familiales pour leurs agents respectifs.

La charge des allocations de maternité est supportée par l'Etat pour les personnes n'exerçant aucune activité professionnelle.

Le règlement des allocations familiales aura lieu à intervalle ne dépassant pas un mois. L'action de l'allocataire pour le paiement des prestations familiales se prescrit par deux ans.

L'Etat continuera à participer, dans la limite d'un maximum des deux tiers, aux charges résultant, pour les Caisses d'allocations familiales, du paiement des prestations aux travailleurs indépendants.

Les travailleurs indépendants seront dispensés, sur leur demande, de toute cotisation s'ils justifient à la fois :

- 1°) qu'ils ont élevé quatre enfants jusqu'à l'âge de 14 ans;

— 2°) que, pendant l'année précédente, leur revenu n'a pas excédé la moitié du salaire moyen de base servant pour le calcul des allocations familiales dans leur département de résidence (en Dordogne, actuellement, 3.500 francs).

Ils sont également, sur leur demande, dispensés de toute cotisation :

- 1°) si l'âge moyen des conjoints dépasse 65 ans et, en cas de veuvage, si le veuf a dépassé 65 ans ou la veuve 60 ans;

— 2°) si, en même temps, leur revenu n'a pas excédé, pendant l'année antérieure, le montant du salaire mensuel de base visé ci-dessus ou bien s'ils ont élevé quatre enfants jusqu'à l'âge de 14 ans.

La femme célibataire sera dispensée de toute cotisation quand elle se trouvera dans les conditions indiquées pour la veuve à l'alinéa précédent.

Cette nouvelle loi aura effet à comp-

## Concours COGNACQ-JAY

Nous rappelons à nos adhérents que les demandes pour ce concours doivent être adressées au Secrétariat avant le 10 décembre.

Voici les conditions que doivent réunir les candidats :

Première dotation — 90 prix de 20.000 francs accordés aux familles pauvres ayant au moins neuf enfants du même lit, vivants, ou morts pour la France, et dont les parents, nés Français, n'ont pas dépassé l'âge de 45 ans au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du concours.

Deuxième dotation — 100 prix de 10.000 francs accordés à cent jeunes ménages ayant au moins cinq enfants légitimes et dont le père et la mère, nés Français, n'ont pas dépassé l'âge de 35 ans au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du concours.

Troisième dotation — 103 prix de 8.000 francs accordés aux familles ayant eu au moins cinq enfants légitimes et dont le père n'a pas dépassé 35 ans au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du concours.

Les familles qui n'ont jamais concouru trouveront à la Permanence tous les renseignements nécessaires.

Celles qui ont déjà concouru et qui se trouvent encore dans les limites d'âge n'ont à adresser au Secrétariat que :

- a) un certificat de vie des parents et des enfants avec la date de naissance, fait sur papier libre et daté du mois de décembre;

- b) des certificats récents de moralité et de bonne conduite.

## ON NOUS DEMANDE :

Pour région Bergerac : Personne de confiance pour deux personnes.

Pour région Issigeac : Femme sérieuse pour tenir maison de campagne chez veuf avec enfants.

Pour région Prigonrieux-La Force : Un ménage cultivateurs, homme granger, femme maison et basse-cour, bonne situation si travailleurs.

Pour région Prigonrieux : Jeune fille pour travail intérieur.

## ON NOUS DEMANDE :

Pour ville ou campagne : un garçon de 14 ans, apprenti mécanicien.

ter du 1<sup>er</sup> juillet 1946; mais des règlements d'administration publique détermineront, d'une manière générale, les mesures nécessaires à son application.

En attendant la publication de ces règlements, les nouvelles allocations ne seront pas perçues; mais, à ce moment, le rappel des sommes dues à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1946 sera effectué.

Nous engageons cependant nos adhérents à prendre rang pour tous les cas qui peuvent les intéresser.

La Permanence est à leur disposition pour leur faciliter la tâche et leur donner toutes explications complémentaires.



Sont exemptés du permis de construire : les constructions de l'exploitation agricole servant de logement des récoltes et du matériel, les constructions servant au logement des animaux autres que les bovins et les ovins, sous réserve que la hauteur du faitage ne dépasse pas quatre mètres et que la surface couverte ne dépasse pas cent mètres carrés.



# Au sujet du Plan de Sécurité Sociale Agricole Le congé supplémentaire du travailleur à l'occasion d'une naissance à son foyer

(SUITE ET FIN)

Effrayé par l'ordre de grandeur des cotisations, l'agriculteur se gardera bien de déclarer l'ensemble des travailleurs occupés sur son exploitation. Pour réduire le montant de sa contribution, il « oubliera » de déclarer la plupart des membres de sa famille, et tout particulièrement ses enfants, que la retraite ne saurait intéresser (vu leur jeune âge). La Sécurité sociale couvrira en fait peut-être la moitié, peut-être le tiers des assujettissables, et les Caisses ne pourront rien contre cela.

Il y a plus grave. Si la « Retraite » s'établit sous un régime de répartition ou sous un régime mixte « Capitalisation-Répartition », ce régime ne sera pas viable, car ce seront les jeunes qui ne seront l'objet d'aucune cotisation...

A vouloir trop écraser l'agriculture et à ne tenir aucun compte de la mentalité paysanne, on dressera contre la Sécurité sociale l'ensemble des agriculteurs.

## NOTRE POINT DE VUE

On ne parviendra, selon nous, à implanter la Sécurité sociale en agriculture qu'en transformant radicalement le climat actuel par :

— a) simplification de la législation en cours;

— b) financement de la très grande partie des charges par une taxe sur les produits.

## SIMPLIFICATION

Nous croyons possible l'établissement d'une cotisation unique pour les trois branches « Accidents du travail-Assurances sociales-Allocations familiales » basée sur l'exploitation, couvrant *ipso facto* l'ensemble des travailleurs.

L'agriculteur n'aurait ainsi qu'une seule cotisation à verser.

Rien ne s'opposerait à ce qu'il déclare tous les travailleurs de son exploitation, puisque la cotisation serait indépendante de leur nombre.

Ainsi parviendrait-on sans difficultés à étendre la Sécurité sociale à l'ensemble de la population active agricole.

La participation ouvrière A. S. viendrait en déduction de la cotisation forfaitaire acquittée par l'exploitant.

Le droit aux prestations et à la retraite serait établi par un contrôle des présences sur l'exploitation, se substituant au contrôle actuel du versement des cotisations.

Si un versement individuel pour chaque assujetti, s'ajoutant à la cotisation forfaitaire, s'avérerait nécessaire, il ne pourrait s'agir que d'un versement de principe, symbolique, ne représentant qu'une faible part des ressources nécessaires à la couverture du risque. Il ne faudrait pas, en effet, que le montant de cette cotisation individuelle incitât l'exploitant à « mettre sous le boisseau » une grande partie de sa man-

d'œuvre, ce qui conduirait à un échec de la Sécurité sociale.

Jouant dans certains départements sur plus de 200.000 travailleurs, cette cotisation individuelle nécessiterait un personnel considérable (tenue du fichier). Elle ne serait à notre avis qu'un pis-aller et ne répondrait à aucune nécessité pour le personnel stable de l'exploitation.

Elle ne répondrait à une réelle utilité que pour les salariés.

Donc : cotisation forfaitaire unique, basée sur l'exploitation, pour l'ensemble des travailleurs.

Peut-être, adjonction pour les salariés, d'une cotisation individuelle modérée, bloquée avec la précédente.

## CONCLUSION

Au moment où la législation sociale agricole doit prendre une ampleur inconnue à ce jour et appeler des ressources considérables, ces idées, hâtivement jetées sur le papier, n'ont d'autre objet que d'attirer l'attention sur le sort injuste fait à l'agriculture et de mettre en garde contre des solutions de facilité.

A vouloir faire abstraction du milieu paysan, de son ambiance, de la psychologie paysanne, de la capacité contributive des exploitants, on irait tout droit à la catastrophe.

Une transformation radicale de la législation en cours s'impose: la taxe sur les produits doit largement financer la Sécurité sociale.

Sinon, tous les beaux projets que l'on bâtit actuellement rencontreront une agriculture hostile, résolue à ne pas « marcher ».

## Le coin des enfants

### UNE HISTOIRE DE MARSEILLE

Deux pêcheurs à la ligne bavardent.

— On se baigne, dit l'un.

— Non, dit l'autre, le médecin m'interdit les bains maintenant. J'ai fait plusieurs fois Marseille-Alger et retour à la nage, et cela m'a énormément fatigué.

Un silence, et il se reprend :

— Marseille-Alger et retour, c'est dur. Mais, un jour que j'étais au Havre, j'ai vu une chose extraordinaire : un nageur accoste dans le port et il était bien fatigué. On l'entoure et il explique qu'à New-York, passant à bord de l'Ile-de-France, il avait fait tomber sa veste au moment du départ. Il s'était jeté à l'eau et arrivait avec trois heures d'avance sur le paquebot.

— Ah! dit le second pêcheur, je suis bien content que tu aies été le témoin de cela. J'ai raconté plusieurs fois cette histoire, et chaque fois on m'a accusé de « blaguer ». Or, l'homme que tu as vu arriver au Havre, eh bien, c'était moi...

Il était généralement d'usage d'accorder aux salariés un jour de congé lors d'une naissance. Mais les difficultés de la vie moderne (absence d'aide ménagère, accouchements hors du domicile familial, etc...) sont telles qu'une absence plus prolongée du père de famille est généralement nécessaire.

La loi du 18 mai 1946 (J. O. du 19 mai 1946) a voulu légaliser un usage et élargir une pratique.

On a posé en règle que l'absence du père lors d'une naissance ne doit pas lui porter préjudice. Il y a donc lieu qu'il soit payé comme s'il travaillait. Mais pour que l'employeur, de son côté, ne soit pas lésé, la compensation jouera ici comme dans d'autres domaines, et c'est aux Caisses de sécurité sociale qu'incombera la charge matérielle des congés de naissance.

## I. - QUI A DROIT AU CONGÉ ?

Tout salarié et tout fonctionnaire ou agent des services publics qui est chef de famille.

C'est le père au sens strict qui seul a droit à un congé. Une mère, par exemple, même si elle est également chef de famille, ne peut, en plus du congé qui lui est accordé au titre du repos des femmes en couches, réclamer le congé de naissance.

Le père naturel peut avoir droit au congé si d'une part il a reconnu l'enfant et si d'autre part il est notoire qu'il vit maritalement avec la mère d'une manière permanente.

## II. - CONDITIONS A REMPLIR.

Le chef de famille a droit au congé à l'occasion de chaque naissance survenue à son foyer, même si la naissance est prématurée et même si l'enfant est mort-né.

Il faut pourtant que la naissance se produise à une époque de la grossesse telle que l'enfant ait été susceptible de vivre; une fausse-couche ne saurait ouvrir droit au congé.

## III. - DURÉE DU CONGÉ.

Le congé est d'une durée de trois jours.

Cette durée ne saurait être prolongée même en cas de naissance de deux jumeaux.

Si la naissance se produit pendant un congé (congé annuel ou congé de maladie), il n'y a pas confusion et l'intéressé a le droit de prolonger son repos d'une durée de trois jours.

Encore qu'aucun texte ne le spécifie, il apparaît qu'il doit s'agir de trois jours ouvrables; en conséquence, les dimanches et jours de fêtes légales n'entrent pas en ligne de compte.

## IV. - COMMENT PRENDRE LE CONGÉ ?

Les trois jours de congé peuvent être consécutifs ou non, après entente entre l'employeur et le bénéficiaire, mais devront être inclus dans une période de quinze jours entourant la date de naissance.

On ne dit pas ce qui se passe en cas d'impossibilité d'entente entre l'employeur et le salarié; peut-être est-il possible d'envisager ici l'arbitrage de l'inspecteur du travail.

Le congé doit être pris dans une période de quinze jours, c'est-à-dire que, si le congé est pris en plusieurs fois, il ne doit pas se passer plus de quinze jours entre le début du premier jour de congé et la fin du dernier jour; d'autre part, ces quinze jours doivent entourer la date de naissance, c'est-à-dire que, théoriquement tout au moins, le premier jour de la période de quinze jours doit se placer au plus tôt quatorze jours avant la naissance et au plus tard la veille de la naissance, tandis que le quinzième jour se placera au plus tôt le lendemain de la naissance et au plus tard quatorze jours après la naissance.

## V. - RÉMUNÉRATION DU CONGÉ.

### A) Montant et calcul de la rémunération

La rémunération doit être égale au salaire et aux émoluments qu'aurait perçus l'intéressé pour une égale période de travail à la même époque.

Le salaire journalier sera calculé sur les mêmes bases que l'indemnité journalière d'assurances sociales, soit, pratiquement, de la manière suivante :

— Si l'intéressé est payé mensuellement ou deux fois par mois, le salaire journalier de base sera égal à un trentième du montant de la dernière ou des deux dernières payes antérieures à la date de la première (1) interruption de travail.

— Si l'intéressé est payé journalièrement, le salaire journalier de base sera égal à un trentième du montant total des sommes payées au cours du mois antérieur à la date de la première (1) interruption de travail, c'est-à-dire que si, par exemple, la première interruption de travail a eu lieu le 17 mars, le salaire journalier de base sera égal au trentième des sommes touchées en février.

— Si l'intéressé est payé toutes les deux semaines ou chaque semaine, le salaire journalier de base sera égal au vingt-huitième du montant total des deux ou des quatre dernières payes antérieures à la date de la première (1) interruption de travail.

(A suivre)

(1) En parlant de « première » interruption de travail, on envisage ici le cas où le congé de naissance est pris en plusieurs fois.

Les isolés sont vaincus d'avance...

Soutenez votre Union Familiale, et vous serez vainqueurs.

UNE POLITIQUE DE LA POPULATION DOIT ÊTRE ESSENTIELLEMENT UNE POLITIQUE DE LA FAMILLE

Le Gérant : R. JOYEUX

Dépôt légal 4<sup>e</sup> trimestre — N° 131

IMPRIMERIE GÉNÉRALE DU S.-O.

BERGERAC